



## Communiqué de Presse de l'Intersyndicale Éducation de la Drôme

### Le 1<sup>er</sup> février, on répond par la grève aux provocations de la Ministre !

Amélie Oudéa-Castéra ne se contente pas d'être une Ministre de l'Éducation à mi-temps. Depuis sa nomination elle méprise à plein temps l'enseignement public.

Comme si scolariser ses enfants dans le très catholique collège Stanislas (suspecté de dispenser un enseignement autoritariste, sexiste et homophobe) n'était pas en soi critiquable, elle ose attaquer de plein front l'école publique, en raison du « paquet d'heures non remplacées », pour se justifier.

Selon l'adage *Nul ne peut se prévaloir de sa propre turpitude !* La Ministre, pourtant membre de la majorité présidentielle, oublie qu'elle est comptable, avec ses prédécesseurs, de la dégradation de la qualité de l'enseignement : suppression de postes, atomisation du lycée et bientôt du collège et surtout assèchement continu du vivier des remplaçants dans le 1<sup>er</sup> comme dans le 2<sup>nd</sup> degré sans oublier les aides substantielles au privé. Il faut rappeler que la seule action du ministre N'Diaye fut de tenter un début de débat sur la mixité sociale dans l'enseignement privé : le rappel à l'ordre fut immédiat. Voilà le débat enterré !

Dans le 1<sup>er</sup> degré, on compte actuellement environ 230 titulaires remplaçant-es, ce qui est nettement insuffisant. Preuve en est, les professeur-es des écoles ne peuvent plus participer à des formations faute de moyens en remplacement. Dans le 2<sup>nd</sup> degré, les organisations syndicales estiment, pour notre académie, que le volant des TZR devrait être de 8% des titulaires, soit 1300 personnes. De 2021 à 2023, le nombre de TZR, déjà insuffisant dans notre académie, est passé d'un effectif de 839 à 556 : une chute de 33,74% ! De quoi scolariser des cohortes entières au collège Stanislas, si on suit le raisonnement de la Ministre.

Cette catastrophe éducative, qui s'accompagne d'un recours massif aux contractuel-les, n'est pas une fatalité mais un choix assumé. Il faut donc une autre politique.

Les personnels ne se payent pas de slogans ou de fausse contrition. Notre nouvelle Ministre nous méprise et ment éhontément. Elle ne semble pas savoir que l'école publique est aussi privée, privée d'enseignant-es, d'AESH, de personnels médico-sociaux privée de salaires dignes, privée de reconnaissance, bref privée de moyens. C'est pourquoi ils exigent :

- du respect,
- des moyens à la hauteur des besoins,
- le retrait de la réforme du collège,
- le retrait de la réforme de la voie professionnelle,
- l'abrogation de la réforme Blanquer des lycées,
- la hausse des salaires et pensions.

**Voilà des raisons supplémentaires pour être toutes et tous en grève et manifestations le 1er février !**

Valence, le 17 janvier 2024,

Contacts pour l'Intersyndicale Éducation de la Drôme :

Amélie Chapapria et Christophe Dumaillet  
Co-secrétaires départementaux FSU 26  
04 75 56 77 77